



emplois
électriques durable
infrastructures énergie
recharge
environnementale
AMI
renouvelables

Numéro 60 – 4 mai 2011

FOCUS : Les emplois verts

• **Des actions pour développer les emplois verts – 3/05/11**

L'Observatoire de l'investissement, lancé par Trendeo confirme les derniers chiffres du Commissariat général au développement durable : en mars 2011, la création d'emplois verts a fortement diminué (seulement 0,7% de hausse de créations d'emploi et un solde net négatif en raison notamment du moratoire sur le photovoltaïque). Cela poursuit la tendance observée depuis 2009 à la baisse régulière et continue des emplois au sein des filières vertes.

Pour relancer la filière, Nathalie KOSCIUSKO-MORIZET, Ministre de l'Écologie, du Développement durable, des Transports et du Logement, a rappelé que « l'économie verte est une très grande opportunité en termes d'emplois » et qu'elle mobilisera, en juin, « les acteurs de la formation initiale et professionnelle pour qu'ils intègrent davantage les compétences vertes dans les référentiels métiers. »

• **L'emploi vert dans les pré-programmes**

Propositions du MJS : « Créer 200 000 premiers emplois verts d'avenir pour les jeunes »

Principes fondateurs du Modem : « Pour créer massivement des emplois et en particulier des emplois verts, l'investissement devra se porter dans les domaines porteurs d'une croissance durable, comme les économies d'énergie et de matières premières, une meilleure éducation, de meilleurs soins de santé... »

Proposition 25 d'Arnaud MONTEBOURG : « Créer des bons obligataires du Trésor pour dégager plusieurs dizaines de milliards par an, destinés à l'investissement exclusif et massif dans les technologies de l'environnement pour faire de l'écologie le moteur du développement et de l'emploi ».

Contribution de Ségolène ROYAL sur la croissance verte : « La croissance verte constitue une opportunité pour le développement de nouveaux emplois et métiers, dans une optique durable et de proximité. Un programme massif de formation aux nouveaux emplois verts, qui réponde aux besoins en recrutement dans les principales filières vertes dans différents secteurs économiques, doit accompagner la mutation écologique de l'économie. »

Europe-Ecologie – Les Verts au cours des états généraux pour l'emploi et l'économie : La solution qui a émergé lors de ces débats, ce sont les emplois verts et non délocalisables, dans le développement des énergies renouvelables et des transports collectifs, l'artisanat, le commerce de proximité, l'isolation des bâtiments et l'agriculture bio. Ils prônent aussi la reconversion de l'industrie automobile pour qu'elle fabrique des voitures électriques et même des autos qui roulent à l'énergie solaire.

Ateliers 2012 lance le débat – Le rôle des Think Tanks et des Clubs politiques dans le débat public

Pour mieux connaître l'apport des Think Tanks et des Clubs politiques dans le dialogue public/privé, nous vous invitons à assister à la rencontre organisée le **mercredi 11 mai à 18h30** dans les bureaux de SEANCE PUBLIQUE.

Les Think Tanks, Clubs politiques et acteurs de la société civile qui seront présents pour cette rencontre :

Medhi BENCHOUFI, Club JADE
Michaël BULLARA, Le Chêne
Lionel CARLI, Président du Conseil National de l'Ordre des Architectes
Olivier FERRAND, Terra Nova (sous réserve)
Claude FISCHER, Confrontations Europe

Louis GISCARD d'ESTAING, LesIDées.fr
Jean-Dominique GIULIANI, Fondation Robert SCHUMAN
David GORDON KRIEF, Président de l'UNAPL
Jean-Thomas LESUEUR, Institut Thomas More
Marie-France SUIVRE, Institut Turgot



Pour information et participation, contact Caroline PASQUIER : cpasquier@seance-publique.com -01 45 44 50 95

Les enjeux de 2012 – Prises de position sur les éoliennes

Jean-Luc BENNAHMIA, Vice-président du Modem : « L'énergie éolienne, c'est à l'avenir, si nous savons être organisés et cohérents, des emplois non-délocalisables d'ouvriers, d'ingénieurs et de services. En ce domaine, l'emploi aussi peut être durable! ».

Programme PS : « La réflexion sur un modèle de production plus sobre en ressources est indissociable de celle sur un nouveau modèle énergétique. Pour limiter le changement climatique d'ici 2020, nous devons réduire de 20% au moins nos émissions de CO2 et la consommation générale et porter à 23% la part des énergies renouvelables dans notre production. La réalisation de ces objectifs suppose de s'engager fortement dans la maîtrise de notre consommation et de procéder aux investissements nécessaires (isolation thermique, transports collectifs, fret ferroviaire, etc.). La recherche et l'investissement en faveur des **énergies renouvelables doivent être totalement prioritaires (hydraulique,**

photovoltaïques, éoliennes on et off shore, biomasse, géothermie, marémotrice...). »

Eric DIARD, Secrétaire national UMP en charge des Energies et de la Croissance verte : « *L'énergie éolienne est une énergie durable essentielle pour notre pays. Son acceptation est très importante dans le développement de la filière* ».

Europe Ecologie – Les Verts : « *Le développement d'éoliennes en mer est nécessaire pour combattre le changement climatique, créer des emplois verts non-délocalisables et assurer une indépendance énergétique durable. L'éolien offshore pourrait créer près de 150 000 nouveaux emplois en Europe d'ici 2020 tout en aidant la France à atteindre les objectifs du Grenelle de l'environnement et du paquet énergie-climat européen en matière de production d'énergie renouvelable. Cette option fait partie des alternatives aux énergies fossiles et à l'énergie nucléaire.* »

Gouvernement

AMI

• **L'Ademe et le MEDDTL émettent 5 appels à manifestation d'intérêt – 3/05/11**

En une semaine l'Ademe et le Ministère de l'Ecologie, du Développement durable, des Transports et du Logement ont coémis 5 appels à manifestation d'intérêt : un AMI visant à contribuer à l'émergence et à la diffusion de nouveaux systèmes de stockage d'énergie, un AMI ayant pour objectif de soutenir des projets de démonstration préindustrielle couvrant les applications liées à l'hydrogène énergie et/ou aux piles à combustible, un AMI en lien avec la chimie du végétal visant à rendre opérationnelle et compétitive commercialement, à court et plus long terme, la production de produits biosourcés, un AMI visant au déploiement des infrastructures de recharge pour les véhicules électriques et hybrides rechargeables et enfin un AMI visant à booster la recherche sur le captage, le transport, le stockage géologique et la valorisation du CO₂.

Véhicules électriques

• **Remise du livre vert sur les infrastructures de recharge des véhicules électriques – 27/04/11**

Le Sénateur Louis NEGRE (UMP Alpes-Maritimes) a remis au Gouvernement le livre vert précisant le cadre organisationnel et conceptuel nécessaire au déploiement des infrastructures de recharge des véhicules électriques et hybrides. Il apporte des précisions sur le dimensionnement des infrastructures, ainsi que sur les modèles économiques et juridiques pour leur déploiement. La remise de ce rapport s'est doublée du lancement de l'AMI visant à promouvoir la mise en place des infrastructures de recharge.

Gouvernance environnementale

• **Premières pistes de réflexion de Bertrand PANCHER sur la Gouvernance environnementale – 30/04/11**

Le Député Bertrand PANCHER (UMP Meuse) a rendu ses premières propositions dans le cadre de la mission qui lui a été confiée par le Président de la République sur la gouvernance environnementale. Ces propositions sont regroupées en trois chapitres : les modalités d'accès du public à l'information environnementales, l'amélioration de la participation des parties prenantes et du public aux décisions environnementales et la diversification des outils de concertation concernant les débats sur les enjeux de société. Parmi les 23 propositions formulées, on peut citer : la création d'une agence indépendante en charge notamment de l'information environnementale au niveau national et de la participation du public, la déconcentration de l'Autorité environnementale (AE), le choix de la CNDP comme instance de référence pour l'organisation du débat public, le renforcement des moyens d'actions des Conseils Locaux d'Information (CLI) ou celui du débat dans le processus décisionnel. Ces propositions sont mises en débat sur un blog dédié.

Parlement

Substances chimiques

• **Adoption surprise par les Députés de la PP interdisant les phtalates, les parabènes et les alkylphénols – 3/05/11**

La proposition de loi interdisant les phtalates, les parabènes et les alkylphénols de Yvan LACHAUD (NC Gard) avait été rejetée en Commission des Affaires sociales, car plusieurs députés avaient demandé que des analyses plus approfondies soient réalisées avant toute prise de décision. Cependant lors de son examen en séance, contre l'avis du Gouvernement, 19 députés UMP se sont joints aux voix socialistes, communistes et Nouveau centre pour faire adopter la proposition de loi. La position qu'adopteront les Sénateurs est donc à suivre de près.

AGENDA

Assemblée nationale

• **10,11 et 12 mai** – Examen de 2 des propositions de loi visant à interdire et/ou abroger les permis d'exploitation/exploration des hydrocarbures non conventionnés (gaz de schiste)

Agenda public

• **10 mai** – Colloque : Les enjeux de l'eau, quelles réponses des acteurs publics et privés ? Réglementations, innovations, financements, PARIS
• **24-25 mai** – Salon BATIenergie : 1er salon dédié à la performance énergétique dans le bâtiment, PARIS

Rédacteur : Murielle JULLIEN
Mél: mjullien@seance-publique.com
www.seance-publique.com

Conformément à la loi Informatique et Libertés du 6 janvier 1978, vous disposez d'un droit d'accès et de rectification aux données vous concernant.
Si vous souhaitez vous désinscrire, veuillez vous adresser à [Gilles GARROUSTE](mailto:Gilles.GARROUSTE)